

DÉRADICALISATION ET RÉINSERTION :

Une analyse comparative des programmes au Maghreb et en Europe

Mathieu Guidère

Professeur des Universités, Agrégé

Directeur de Recherches à l'INSERM

mathieu.guidere@inserm.fr

Table des matières

- [1. Introduction](#)
- [2. Méthodologie](#)
- [3. Contexte](#)
 - [3.1 Maghreb](#)
 - [3.2 Europe](#)
- [4. Programmes de déradicalisation au Maroc](#)
 - [4.1 Programme "Moussalaha" \(Réconciliation\)](#)
 - [4.2 Évaluation et critique du programme "Moussalaha"](#)
- [5. Programmes de déradicalisation en France](#)
 - [5.1 Quartiers de Prévention de la Radicalisation \(QPR\)](#)
 - [5.2 Programme d'Accueil Individualisé et de Réaffiliation Sociale \(PAIRS\)](#)
 - [5.3 Évaluation et critique des programmes français](#)
- [6. Analyse comparative des programmes marocains et français](#)
 - [6.1 Fondements théoriques et méthodes d'intervention](#)
 - [6.2 Populations cibles et environnements de mise en œuvre](#)
 - [6.3 Défis et succès respectifs](#)
- [7. Défis communs et meilleures pratiques des programmes de déradicalisation](#)
- [8. Conclusion et recommandations](#)
- [9. Références](#)

1. Introduction

La déradicalisation et la réinsertion sont des composantes essentielles de la réponse internationale aux menaces de l'extrémisme violent et du terrorisme. La déradicalisation vise à modifier les pensées et croyances extrémistes des individus, tandis que la réinsertion se concentre sur l'aide à la réintégration sociale des anciens extrémistes ou personnes impliquées dans des activités terroristes. La complexité et la sensibilité de ces programmes nécessitent une analyse et une évaluation approfondies.

Ce rapport vise à réaliser une analyse comparative des programmes de déradicalisation et de réinsertion au Maghreb et en Europe, avec une attention particulière aux programmes "Moussalaha" du Maroc et aux programmes français tels que les "Quartiers de Prévention de la Radicalisation" (QPR) et le "Programme d'Accueil Individualisé et de Réaffiliation Sociale" (PAIRS). En comparant leurs fondements théoriques, méthodes, populations cibles, résultats et défis, ce rapport tente d'offrir des perspectives utiles pour comprendre et améliorer ces programmes.

Ces dernières années, avec l'évolution de la menace terroriste mondiale, notamment les défis posés par le retour des combattants terroristes étrangers (FTF) dans leurs pays d'origine ou dans des pays tiers, les gouvernements et organisations internationales ont de plus en plus investi dans le développement et la mise en œuvre de programmes de déradicalisation et de réinsertion. Ces programmes visent non seulement à réduire les risques sécuritaires, mais aussi à promouvoir la réconciliation sociale et la rédemption individuelle. Cependant, la conception et la mise en œuvre de ces programmes varient considérablement à travers le monde, et leur efficacité est souvent remise en question. Une étude comparative systématique est donc essentielle pour identifier les stratégies efficaces et éviter les pièges potentiels.

2. Méthodologie

Ce rapport est principalement basé sur une revue et une analyse systématiques de la littérature existante, y compris des rapports officiels, des recherches académiques, des articles de médias spécialisés et des références fournies par l'utilisateur. Le cadre d'analyse se concentre sur plusieurs aspects : le contexte historique et le développement des programmes, les fondements théoriques et idéologiques, les objectifs principaux et spécifiques, les méthodes d'intervention (psychologiques, religieuses, sociales, éducatives, etc.), les caractéristiques des populations cibles, les mécanismes d'évaluation (le cas échéant), les succès et échecs connus, ainsi que les critiques et controverses rencontrées. À travers des études de cas sur les principaux programmes dans la région du Maghreb (en particulier au Maroc) et en Europe (en particulier en France), ce rapport effectuera une analyse comparative, identifiant les similitudes et les différences, et résumera les leçons apprises. La fiabilité des sources de données suivra la hiérarchie suivante : rapports officiels > articles académiques > livres blancs sectoriels > reportages de médias spécialisés.

3. Contexte

3.1 Maghreb

La région du Maghreb est confrontée depuis longtemps aux défis de l'extrémisme violent. Cette région est non seulement une cible pour le recrutement par des organisations extrémistes, mais aussi une source importante de combattants terroristes étrangers, notamment pendant les conflits en Syrie, en Irak et en Libye ([Egmont Institute, 2019](#)). Ces pays accordent donc une grande importance à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies antiterroristes et de déradicalisation.

Les mesures adoptées varient d'un pays à l'autre. Par exemple, l'Algérie, dans sa lutte contre le terrorisme, met l'accent sur l'adaptation au niveau législatif et participe à des coopérations internationales comme le "Mémorandum d'Alger" sur la prévention des enlèvements contre rançon par les terroristes ([UN Sixth Committee, Algeria Statement](#)). La Tunisie, quant à elle, est confrontée au dilemme de nombreux combattants rapatriés, et un débat animé a eu lieu sur la façon de traiter ces individus et sur la nécessité d'établir une "loi de repentir" ([Middle East Eye, 2016](#)). Le taux de chômage élevé des jeunes et leur marginalisation sont considérés comme des facteurs importants de radicalisation des jeunes tunisiens ([IDRC-CRDI, 2022](#)).

Des acteurs internationaux tels que l'Union européenne et les Nations Unies participent également activement aux efforts de déradicalisation dans la région, par exemple à travers le "Programme pilote de déradicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent dans la région du Sahel-Maghreb", qui vise à intégrer les ressources internationales, régionales et locales pour soutenir les pays de la région face à la menace croissante de l'extrémisme violent ([ReliefWeb, 2015](#)). Ces programmes reconnaissent généralement que les origines de la menace terroriste dans la région sont une combinaison complexe de facteurs socio-économiques, générationnels, ethniques, politiques et idéologiques.

3.2 Europe

Les pays européens sont également confrontés à la menace de l'extrémisme violent et du terrorisme d'origine intérieure, notamment depuis le début des années 2000, où une série d'attentats terroristes majeurs (comme les attentats de Madrid et de Londres) ont incité l'UE et ses États membres à renforcer leur coopération antiterroriste et à explorer des voies de déradicalisation ([Touteurope.eu, 2013](#)). Au niveau de l'UE, le Réseau de Sensibilisation à la Radicalisation (Radicalisation Awareness Network, RAN) a été créé en 2011 pour connecter les différents acteurs impliqués dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, et promouvoir l'échange de "bonnes pratiques". La stratégie de sécurité intérieure de l'UE inclut également l'objectif d'"autonomiser les communautés pour prévenir la radicalisation et le recrutement de terroristes".

Les États membres ont développé des programmes de déradicalisation variés. Ces programmes ciblent généralement les jeunes à risque ou les détenus, et concernent diverses idéologies, incluant l'extrémisme islamiste, l'extrême droite, l'extrême gauche, etc. Le cœur de ces programmes est souvent le "mentorat", où des travailleurs sociaux, des représentants d'ONG, des leaders communautaires, des policiers, du personnel pénitentiaire ou des chercheurs proposent un accompagnement personnalisé aux

participants, les aidant à se distancier des environnements extrémistes ([Touteleurope.eu](https://www.touteleurope.eu), 2013). Certains chercheurs considèrent que ces programmes sont dans une certaine mesure un "reconditionnement" du travail social traditionnel.

Le programme allemand "Hayat" et le "Violence Prevention Network (VPN)" sont parmi les premières tentatives, le premier se concentrant sur la collaboration avec les familles, et le second travaillant en milieu carcéral, utilisant des professionnels formés en études islamiques et en pédagogie pour dialoguer avec les détenus et déconstruire les idées extrémistes ([Cairn.info](https:// Cairn.info), [Politique étrangère](https:// Cairn.info), 2015). Le Royaume-Uni, le Danemark et d'autres pays ont également développé leurs propres programmes. Cependant, les programmes de déradicalisation européens sont confrontés à des défis tels que la difficulté de mesurer leur efficacité, la diversité des critères de réussite, et la récurrence de certains participants. Par exemple, en Allemagne, il y a eu des cas où des individus ayant participé à des programmes de déradicalisation ont ensuite commis des attentats terroristes ([CIDOB](https:// CIDOB.org), [Deradicalisation in Germany](https:// CIDOB.org)).

4. Programmes de déradicalisation au Maroc

4.1 Programme "Moussalaha" (Réconciliation)

Le Maroc a adopté une stratégie multi-facettes pour faire face au terrorisme et à l'extrémisme violent, dont le programme "Moussalaha" (signifiant "réconciliation") est une initiative phare en matière de déradicalisation des détenus et de réinsertion sociale. Ce programme a été lancé en 2017, dirigé par la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR), en collaboration avec la Rabita Mohammadia des Oulémas, le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) et d'autres experts et institutions ([Africanews](https:// Africanews.com), 28 avril 2022; [Medias24](https:// Medias24.com), 14 janvier 2020).

Historique et objectifs

L'objectif direct du programme "Moussalaha" est d'amener les détenus incarcérés pour terrorisme à abandonner les idées extrémistes violentes et à les préparer à leur réinsertion dans la société. Les objectifs plus profonds incluent la prise de conscience de la gravité de leurs crimes, le changement de comportement, l'amélioration de leur trajectoire de vie, et la réconciliation avec eux-mêmes, les textes religieux et la société ([Africanews](https:// Africanews.com), 28 avril 2022). Le programme met l'accent sur la participation volontaire et privilégie les détenus n'ayant pas directement causé de pertes humaines ([Africanews](https:// Africanews.com), 28 avril 2022). Le statut du roi Mohammed VI en tant que "Commandeur des croyants" confère au programme une importante légitimité religieuse et un élan significatif ([Jeune Afrique](https:// Jeune Afrique.com), 5 janvier 2022).

Méthodes d'intervention

Le programme "Moussalaha" adopte une approche d'intervention multidimensionnelle, généralement d'une durée de plusieurs mois (par exemple, trois mois et demi ou environ deux mois), comprenant environ 224 heures de formation ou 50 sessions "thérapeutiques" collectives ([Africanews](https:// Africanews.com), 28 avril 2022; [Le360](https:// Le360.ma), 18 janvier 2025; [Medias24](https:// Medias24.com), 14 janvier 2020). Ses piliers fondamentaux incluent :

- Réconciliation avec soi-même : Par le biais d'un soutien psychologique, aidant les détenus à l'introspection et à la gestion de leurs problèmes personnels.
- Réconciliation avec les textes religieux : Dirigée par des érudits religieux (oulémas), impliquant une réinterprétation des doctrines religieuses, soulignant l'esprit de tolérance et de paix de l'Islam, et contrant les interprétations extrémistes. De nombreux participants ont déclaré que le programme les a aidés à "développer une nouvelle vision de la religion, comprenant que la religion ne devrait pas fermer l'esprit ou conduire au fanatisme, mais être une source de tolérance" ([Africanews, 28 avril 2022](#)).
- Réconciliation avec la société : Incluant l'éducation juridique et aux droits humains, le renforcement de la conscience citoyenne, ainsi que la formation aux compétences ou le soutien socio-économique pour préparer à la réinsertion sociale.

Le programme peut également inclure des dialogues culturels avec des intellectuels et des universitaires, ainsi que des activités artistiques et sportives ([UNODC/Morocco Submission, 2022](#)). Depuis 2019, les détenues femmes ont également été intégrées au programme ([Africanews, 28 avril 2022](#)).

Populations cibles et sélection

Le programme "Moussalaha" cible principalement les détenus condamnés pour des crimes liés au terrorisme. Les participants doivent être volontaires et sont généralement ceux qui ont entamé une réflexion sur leurs idées extrémistes et montrent une volonté de changement. La DGAPR souligne que la principale motivation des candidats doit être un repentir sincère et la réinsertion sociale, et non simplement l'obtention d'une grâce royale. Par conséquent, les candidatures font l'objet d'un examen rigoureux, et les demandes opportunistes sont rejetées. Selon les informations, environ un tiers des candidatures sont refusées ([Medias24, 14 janvier 2020](#)).

Informations clés sur le programme "Moussalaha"

- Date de lancement : 2017
- Institution principale : Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR)
- Concept central : Réconciliation avec soi-même, les textes religieux et la société
- Méthodes principales : Soutien psychologique, rééducation religieuse, éducation juridique et aux droits humains, formation aux compétences sociales
- Conditions de participation : Volontariat des détenus, généralement sans avoir causé directement de pertes humaines, repentir sincère.

4.2 Évaluation et critique du programme "Moussalaha"

L'évaluation du programme "Moussalaha" provient principalement de déclarations officielles et de reportages médiatiques. Selon les données de la DGAPR, jusqu'en avril 2022, 220 détenus ont participé au programme, dont 156 ont été libérés ([Africanews, 28 avril 2022](#)). En janvier 2025, le nombre de bénéficiaires est passé à 363 ([Le360, 18 janvier 2025](#)). Les rapports officiels indiquent qu'environ 61,72% à plus de 66% des participants

ont bénéficié d'une grâce royale (réduction de peine ou libération) ([Le360, 24 février 2023](#); [L'Opinion, 4 juillet 2024](#)).

En matière de récidive, des médias ont rapporté que jusqu'en janvier 2020, aucun des libérés du programme "Moussalaha" n'a été à nouveau arrêté pour des crimes liés au terrorisme ([Medias24, 14 janvier 2020](#)). Cependant, il convient de noter que ces données proviennent principalement de sources officielles. Le Bureau Central d'Investigation Judiciaire (BCIJ) du Maroc a révélé en 2020 que depuis la création du BCIJ en 2015, le taux global de récidive parmi les individus arrêtés pour terrorisme est de 4% (54 récidivistes sur 1336 personnes) ([Le360, 30 décembre 2020](#)). Ce taux ne concerne pas spécifiquement les participants au programme "Moussalaha", mais fournit un contexte de référence.

Bien que les autorités marocaines et certains médias évaluent positivement le programme "Moussalaha", le qualifiant de "modèle mondial" ([DCAF Report on Moroccan Prisons](#)), et soulignant son rôle dans la promotion de la paix et de la tolérance, les normes internationales pour mesurer l'efficacité de tels programmes et leur évaluation indépendante restent un défi. L'absence de recherches académiques à long terme et indépendantes pour évaluer l'impact profond du programme sur la pensée et le comportement des participants, ainsi que leur situation concrète de réinsertion sociale réussie et stable, est une limitation de l'évaluation actuelle. Le soutien continu après la réinsertion sociale et les problèmes de stigmatisation sociale sont également des facteurs clés du succès du programme.

5. Programmes de déradicalisation en France

La France est confrontée à une grave menace terroriste intérieure, avec de nombreux citoyens partis dans des zones de conflit comme la Syrie et l'Irak. Pour faire face à ce défi, le gouvernement français a accéléré la mise en œuvre de stratégies antiterroristes et de déradicalisation après la série d'attentats de 2015, le système pénitentiaire devenant un domaine d'attention prioritaire ([Sénat, r16-633](#)). La stratégie française met l'accent sur le "désengagement" plutôt que sur la "déradicalisation" complète, le premier désignant l'abandon du comportement violent, le second le changement de croyances et de mode de pensée ([SG-CIPDR, Désengager et réinsérer](#)).

5.1 Quartiers de Prévention de la Radicalisation (QPR)

Historique et objectifs

Les unités spécialisées traitant des détenus radicalisés dans le système pénitentiaire français ont connu plusieurs évolutions. Initialement, il y avait l'Unité de Prévention du Prosélytisme (U2P) pilotée à la prison de Fresnes en 2014, suivie des "Unités Dédiées" (UD) en janvier 2016, puis des "Unités de Prévention de la Radicalisation" (UPRA) en juin de la même année. Après des attaques violentes contre des gardiens de prison, en octobre 2016, les UPRA ont été réorganisées en "Quartiers d'Évaluation de la Radicalisation" (QER) ([Criminocorpus, 2022](#)). L'objectif principal des QER est d'évaluer les détenus identifiés comme radicalisés (y compris les terroristes et les détenus de droit commun radicalisés) pendant environ quatre mois dans un environnement hautement sécurisé, par une équipe pluridisciplinaire (incluant surveillants pénitentiaires, éducateurs,

psychologues, conseillers de probation). Le résultat de cette évaluation déterminera le régime de détention ultérieur du détenu, qui peut inclure un retour en détention ordinaire, un isolement, ou un transfert vers une unité d'intervention collective spécialisée, comme les "Quartiers de Prévention de la Radicalisation" (QPR).

Les QPR, en tant qu'option importante de placement après l'évaluation en QER, visent à prendre en charge à plus long terme les détenus considérés comme pouvant bénéficier de programmes collectifs d'intervention, avec l'objectif de favoriser leur désengagement de la violence et de les préparer à leur éventuelle réinsertion sociale. Les programmes QPR durent généralement six mois et peuvent être renouvelés ([RAN Study Visit Paris, 2022](#)).

Méthodes d'intervention

Dans les QER et QPR, la France adopte un modèle de collaboration entre équipes pluridisciplinaires. Les méthodes d'intervention comprennent :

- Évaluation individualisée : Basée sur une méthode clinique structurée d'entretiens, évaluant le degré d'imprégnation idéologique du détenu, les risques de violence et de prosélytisme, les facteurs de risque et de protection, etc. ([ENAP Mémoire Riquet, 2020 - supposant que ce lien contient du contenu relatif aux méthodes d'évaluation QPR](#)).
- Activités collectives : Pouvant inclure des activités sportives, culturelles, des discussions sur les valeurs citoyennes, etc.
- Médiation religieuse et interculturelle : Celle-ci joue un rôle important dans le travail de déradicalisation en prison en France, visant à offrir des interprétations alternatives des textes religieux ([RAN Study Visit Paris, 2022](#)).
- Soutien psychologique : Fournissant un accompagnement adapté aux besoins psychologiques individuels.

Établir des relations authentiques basées sur la confiance est considéré comme essentiel au travail de déradicalisation, bien que cela soit extrêmement difficile. En mars 2019, la France comptait 517 détenus incarcérés pour des infractions terroristes, et environ 1000 autres détenus condamnés pour des délits de droit commun mais identifiés comme radicalisés ([SG-CIPDR, Désengager et réinsérer](#)).

5.2 Programme d'Accueil Individualisé et de Réaffiliation Sociale (PAIRS)

Historique et objectifs

Le "Programme d'Accueil Individualisé et de Réaffiliation Sociale" (PAIRS) est destiné aux personnes déjà libérées ou sous surveillance en milieu ouvert, qui ont été impliquées dans des affaires de terrorisme ou identifiées comme radicalisées. Ce programme est généralement géré par des organisations non gouvernementales (comme le Groupe SOS) en collaboration avec le système judiciaire, et vise à fournir un soutien à long terme et personnalisé, aidant ces individus à se réintégrer dans la société et à éviter de retomber dans l'extrémisme ([OIP, 21 décembre 2020](#)). Le programme PAIRS cible généralement ceux qui sont jugés à faible risque par le système judiciaire et adaptés à une gestion au niveau communautaire, appartenant au "bas du spectre de risque".

Méthodes d'intervention

Le programme PAIRS met l'accent sur une intervention globale et personnalisée, avec un temps de contact hebdomadaire variant de 3 à 20 heures. Ses méthodes comprennent :

- Insertion sociale et professionnelle : Aide à la recherche de logement, d'emploi ou de formation professionnelle, et aux démarches administratives.
- Médiation psychologique et religieuse/culturelle : Menée par des psychologues et des médiateurs interculturels/religieux (généralement en binôme), visant à déconstruire la propagande extrémiste, à promouvoir une compréhension rationnelle de la religion, et à distinguer entre pratique religieuse rigoureuse et idéologie violente.
- Établissement de relations de confiance : Accent mis sur l'élaboration conjointe de projets personnalisés avec les participants, et maintien de la transparence concernant les progrès et l'évaluation.
- Intervention familiale et environnementale : Impliquer la famille ou l'environnement proche lorsque cela est approprié, tout en respectant la vie privée.

Le programme PAIRS a d'abord été expérimenté à Paris, puis étendu à d'autres villes comme Marseille, Lyon et Lille. Au début de 2020, le programme avait déjà accompagné environ 70 personnes, dont deux tiers d'hommes.

Informations clés sur les programmes français

- QPR (Quartiers de Prévention de la Radicalisation) : Situés en prison, fonction principale d'évaluation et de prise en charge, équipe pluridisciplinaire, accent sur la gestion des risques et la prévention du prosélytisme.
- PAIRS (Programme d'Accueil Individualisé et de Réaffiliation Sociale) : Au niveau communautaire/après la prison, fonction principale de réinsertion sociale et de prévention de la récidive, soutien personnalisé, accent sur le désengagement de la violence et l'intégration sociale.
- Points communs : Tous deux impliquent une collaboration pluridisciplinaire, incluant des aspects psychologiques, sociaux et une forme de dialogue religieux/culturel.

5.3 Évaluation et critique des programmes français

Les programmes français de déradicalisation, en particulier les QPR et PAIRS, font face à des défis d'évaluation similaires à ceux d'autres pays. Les autorités françaises mettent l'accent sur le "désengagement du comportement violent" (désengagement) comme un objectif plus réaliste que la transformation idéologique complète (déradicalisation) ([SG-CIPDR](#)).

Concernant le programme PAIRS, il a été rapporté que parmi les 70 participants suivis dans ses premières phases, 5 ont présenté de nouveaux comportements délictueux, mais non liés au terrorisme. Cela suggère que le programme pourrait avoir une certaine efficacité dans la prévention de la récidive terroriste, bien que les participants puissent encore être impliqués dans d'autres types de délits. Cependant, le programme PAIRS a également fait l'objet de certaines critiques internes, comme son modèle opérationnel de "tarification à l'acte" qui pourrait conduire à une poursuite excessive de "l'efficacité productive", parfois

aux dépens de la qualité de l'intervention et des besoins réels des participants ([OIP, 21 décembre 2020](#)). Par exemple, pendant la période de confinement liée à la pandémie, les contacts téléphoniques fréquents et répétitifs pour satisfaire aux exigences de durée pourraient avoir agacé les participants et même affecté l'établissement d'une relation de confiance.

Pour les programmes QPR/QER en milieu carcéral, leur fonction principale étant l'évaluation et la gestion des risques, leurs effets à long terme sont plus difficiles à mesurer. La création même de ces unités est le résultat de l'évolution de la stratégie française pour faire face à la propagation de la radicalisation en prison, passant de l'U2P aux UD, UPR, puis QER/QPR, reflétant un processus continu d'ajustement et d'exploration dans la pratique ([Criminocorpus, 2022](#)). L'établissement de la confiance, la collaboration pluridisciplinaire, et la médiation religieuse et interculturelle sont considérés comme des éléments clés ([RAN Study Visit Paris, 2022](#)).

Dans l'ensemble, les données d'évaluation des programmes français restent limitées, et sont principalement des évaluations préliminaires ou internes. Des études de suivi à long terme et des évaluations académiques indépendantes sont essentielles pour une compréhension complète de l'efficacité et des défis de ces programmes.

6. Analyse comparative des programmes marocains et français

Les programmes "Moussalaha" du Maroc et les programmes QPR et PAIRS de la France présentent à la fois des similitudes et des différences significatives dans leur approche des détenus extrémistes violents et des personnes libérées, reflétant leurs contextes nationaux, cadres juridiques et arrière-plans idéologiques respectifs.

6.1 Fondements théoriques et méthodes d'intervention

Maroc ("Moussalaha") :

- **Fondements théoriques :** Forte dépendance à la sensibilisation religieuse et morale. Le concept central de "Moussalaha" (réconciliation) repose sur la réconciliation des participants avec eux-mêmes, les textes religieux et la société. L'autorité religieuse du roi du Maroc en tant que "Commandeur des croyants" fournit une base de légitimité au programme ([Jeune Afrique, 2022](#)). Le programme vise à corriger les interprétations erronées des doctrines islamiques, soulignant la tolérance et la paix.
- **Méthodes d'intervention :** Intervention multi-facettes comprenant un soutien psychologique intensif, un dialogue et une éducation religieuse dirigés par des érudits religieux, une formation juridique et aux droits humains, et une préparation aux compétences socio-économiques. Le programme se déroule en milieu carcéral.

France (QPR/PAIRS) :

- **Fondements théoriques :** Plus axés sur la gestion des risques et le "désengagement de la violence" (désengagement) dans le cadre des valeurs républicaines laïques. Bien que la médiation religieuse et interculturelle soit incluse dans le programme

PAIRS, son cadre global ne s'articule pas autour d'une autorité religieuse spécifique. Le modèle français distingue entre l'évaluation et la prise en charge en prison (QPR/QER) et le soutien à l'intégration sociale après la libération (PAIRS).

- Méthodes d'intervention :
 - QPR/QER : Principalement une évaluation et une gestion pluridisciplinaires des risques en milieu carcéral, prévention de la propagation des idées extrémistes, et préparation au tri ultérieur.
 - PAIRS : Fournit un soutien personnalisé au niveau communautaire, incluant des services de travail social, une aide professionnelle, un conseil psychologique et une médiation culturelle/religieuse, aidant les individus à établir des connexions sociales normales.

Comparaison : Le programme marocain met davantage l'accent sur le changement fondamental des perspectives religieuses et de la vision du monde de l'individu, réalisant une "réconciliation". Les programmes français sont plus pragmatiquement axés sur le changement comportemental (désengagement de la violence) et la gestion des risques, en particulier le programme PAIRS, qui ressemble davantage à une combinaison de soutien social et de correction comportementale. Les programmes des deux pays reconnaissent l'importance des facteurs psychologiques et sociaux, et adoptent un modèle d'équipe pluridisciplinaire.

6.2 Populations cibles et environnements de mise en œuvre

Maroc ("Moussalaha") :

- Population cible : Détenus incarcérés pour terrorisme, soulignant la participation volontaire, et privilégiant ceux qui n'ont pas directement causé de pertes humaines et qui montrent des signes de repentir ([Africanews, 2022](#)).
- Environnement de mise en œuvre : Principalement mis en œuvre de manière concentrée en milieu carcéral.

France (QPR/PAIRS) :

- Population cible :
 - QPR/QER : Détenus en prison identifiés comme radicalisés ou incarcérés pour des infractions terroristes, pour évaluation et gestion.
 - PAIRS : Personnes déjà libérées ou sous surveillance en milieu ouvert, précédemment impliquées dans des infractions terroristes ou identifiées comme radicalisées, en particulier celles évaluées comme faisant partie du "bas du spectre de risque" ([OIP, 2020](#)).
- Environnement de mise en œuvre : QPR/QER en milieu carcéral; PAIRS au niveau communautaire, tout au long de leur période de surveillance judiciaire.

Comparaison : Les critères de sélection marocains semblent plus stricts, soulignant "n'ayant pas causé de pertes humaines" et "repentir sincère", suggérant une exigence plus élevée de motivation intrinsèque des participants. La France cible une population plus large, et propose différents types d'intervention selon l'évaluation des risques et l'étape (en

prison/post-carcérale). Le modèle français illustre une chaîne d'intervention continue de la prison à la communauté.

6.3 Défis et succès respectifs

Maroc ("Moussalaha") :

- Succès (selon les rapports) : Retours positifs des participants, beaucoup exprimant une nouvelle compréhension de la religion; sources officielles rapportant un taux de récidive extrêmement bas pour les infractions liées au terrorisme parmi les participants au programme; reconnaissance internationale partielle du programme. La grâce royale constitue un mécanisme d'incitation.
- Défis : Manque d'évaluations académiques à long terme et indépendantes pour vérifier ses effets profonds et sa durabilité; problèmes potentiels de stigmatisation et d'acceptation sociale auxquels les personnes libérées peuvent être confrontées lors de leur réinsertion; comment garantir l'équité et l'efficacité du mécanisme de sélection, évitant l'opportunisme.

France (QPR/PAIRS) :

- Succès (selon les rapports) : Le programme PAIRS montre des résultats préliminaires prometteurs dans la prévention de la récidive terroriste des participants; établissement d'un processus d'intervention de la prison à la communauté; promotion du modèle de collaboration pluridisciplinaire.
- Défis : Le programme PAIRS est confronté à de potentiels impacts négatifs liés à son modèle de financement (comme la poursuite de la quantité plutôt que de la qualité); la contribution directe des QPR/QER en tant qu'outils d'évaluation et de gestion au changement comportemental à long terme des individus est difficile à mesurer; écart entre les attentes publiques et politiques de la "déradicalisation" et la réalité; les besoins spécifiques des détenues femmes nécessitent une attention plus particulière ([RAN Study Visit Paris, 2022](#)).

Comparaison : Les programmes des deux pays sont confrontés au défi commun de mesurer l'efficacité et d'assurer des effets à long terme. Le Maroc semble davantage s'appuyer sur la transformation idéologique par le biais de l'autorité religieuse et nationale, tandis que la France met plus l'accent sur la gestion des risques et l'ajustement comportemental sous contrôle social. Le succès marocain dépend davantage de sa structure sociopolitique et religieuse unique, tandis que le modèle français est plus reproductible, mais fait face à plus de défis concernant la gestion des idées religieuses extrémistes dans un cadre laïc.

Différences fondamentales de l'analyse comparative

- Base idéologique : Maroc (autorité religieuse et réconciliation) vs. France (république laïque et désengagement de la violence).
- Focus d'intervention : Maroc (transformation de la pensée en prison) vs. France (évaluation en prison + soutien comportemental communautaire).
- Mécanismes d'incitation : Maroc (grâce royale) vs. France (soutien à l'intégration communautaire dans le cadre judiciaire).

- Évaluation et transparence : Les deux pays manquent d'évaluations indépendantes à long terme adéquates, mais les discussions et critiques en France semblent plus ouvertes.

7. Défis communs et meilleures pratiques des programmes de déradicalisation

Que ce soit au Maghreb, en Europe ou dans d'autres régions du monde, les programmes de déradicalisation et de réinsertion sont confrontés à une série de défis communs, tout en ayant progressivement développé certains consensus sur ce qui est considéré comme les "meilleures pratiques".

Défis communs

- Définir et mesurer le succès : La "déradicalisation" elle-même est un concept difficile à définir et à mesurer. Les objectifs du programme sont-ils le changement comportemental (désengagement de la violence), la transformation idéologique, ou les deux ? Comment évaluer scientifiquement ces changements ? Un faible taux de récurrence est souvent utilisé comme critère d'évaluation, mais les données sont difficiles à obtenir, et savoir si c'est le seul ou le meilleur indicateur fait également débat ([NSI Team, 2020](#)).
- Individualisation vs. standardisation : Les parcours de radicalisation et les besoins individuels sont hautement diversifiés, nécessitant des programmes fortement individualisés et flexibles. Cependant, la mise en œuvre à grande échelle nécessite également un certain degré de processus et de méthodes standardisés. Trouver un équilibre entre les deux est un défi majeur ([CREST Research, Deradicalisation Programmes Guide](#)).
- Ressources et durabilité : Les programmes de déradicalisation efficaces nécessitent généralement des ressources considérables, incluant des équipes interdisciplinaires spécialisées, un financement à long terme et un soutien social continu. De nombreux programmes sont confrontés à des problèmes de financement insuffisant ou à court terme.
- Établir la confiance : Que ce soit en prison ou dans la communauté, établir une relation de confiance avec les participants est essentiel au succès du programme, mais souvent très difficile, surtout lorsque les programmes sont étroitement associés aux agences de sécurité ou de renseignement.
- Stigmatisation sociale et obstacles à la réinsertion : Même si un individu a changé ses idées ou son comportement, il fait toujours face à d'énormes obstacles lors de sa réinsertion sociale, comme la discrimination à l'emploi, le rejet communautaire, la rupture des relations familiales, etc. Ces facteurs peuvent conduire à une nouvelle marginalisation ou à des difficultés.
- Influence de l'environnement externe : Les conflits politiques, les injustices sociales, la propagande continue des organisations extrémistes et d'autres facteurs macro peuvent avoir un impact négatif sur l'efficacité des efforts de déradicalisation.

Éléments des meilleures pratiques

Malgré les nombreux défis, certaines recherches et expériences pratiques indiquent que les programmes de déradicalisation réussis présentent souvent les caractéristiques suivantes (NSI Team, 2020; RAN Policy & Practice, 2019) :

- Une théorie du changement claire (Theory of Change) : La conception du programme devrait être basée sur une compréhension profonde des causes de la radicalisation et du processus de déradicalisation, articulant clairement comment les mesures d'intervention conduisent aux résultats attendus.
- Collaboration pluridisciplinaire et multi-agences : Intégrer l'expertise et les ressources de différents domaines tels que la psychologie, le travail social, l'éducation, les études religieuses, l'application de la loi, etc. La coopération entre les agences gouvernementales, les ONG, les groupes communautaires et les familles est cruciale.
- Évaluation des besoins et intervention individualisées : Mener une évaluation complète de chaque participant, identifier ses facteurs de risque, facteurs de protection et besoins spécifiques, et élaborer un plan d'intervention personnalisé en conséquence.
- Offrir un sentiment d'espoir et d'objectif : Aider les participants à trouver des objectifs de vie positifs alternatifs à l'extrémisme violent, par exemple à travers l'éducation, la formation professionnelle, les opportunités d'emploi ou l'engagement communautaire constructif.
- Construire des réseaux sociaux positifs : Aider les participants à se détacher des réseaux extrémistes et à s'intégrer dans des relations sociales et des communautés non extrémistes et soutenantes. Le soutien familial joue souvent un rôle clé.
- Soutien continu "post-cure" : La déradicalisation et la réinsertion sociale sont des processus à long terme; un suivi et un soutien continus sont nécessaires après la fin du programme pour faire face aux défis potentiels et prévenir les rechutes.
- Intégrer l'évaluation dans la conception du programme : Dès le début du programme, il faut considérer comment mener le suivi et l'évaluation, définir clairement les critères et indicateurs de succès, et conduire des évaluations aussi indépendantes et transparentes que possible.
- Se concentrer sur le "désengagement" (Disengagement) : Compte tenu de la difficulté de la transformation idéologique, de nombreux programmes mettent l'accent sur l'encouragement des individus à se désengager du comportement violent et des organisations extrémistes au niveau comportemental, ce qui est considéré comme un objectif plus réaliste et opérationnel.

Des plateformes comme le Réseau de Sensibilisation à la Radicalisation (RAN) européen ont joué un rôle important dans la synthèse et la promotion de ces meilleures pratiques, facilitant l'échange d'expériences entre les pays européens et avec les pays partenaires.

8. Conclusion et recommandations

Les pays du Maghreb et d'Europe ont développé diverses stratégies et méthodes pour répondre à l'extrémisme violent et promouvoir la déradicalisation et la réinsertion des individus. Le programme "Moussalaha" du Maroc, avec son cadre unique de réconciliation religieuse, met l'accent sur la transformation au niveau de la pensée, et s'appuie sur l'autorité religieuse nationale, recevant des retours initiaux positifs au niveau officiel. La France a développé un système d'intervention plus segmenté, comprenant les programmes QER/QPR en prison (axés sur l'évaluation et la gestion des risques) et le programme PAIRS au niveau communautaire (axé sur l'intégration sociale et comportementale), dont les méthodes sont plus ancrées dans la conception du travail social et du contrôle des risques dans un cadre républicain laïc.

L'analyse comparative montre que les programmes des deux pays reconnaissent l'importance de la collaboration pluridisciplinaire, de l'attention individualisée, et d'une forme de soutien psychologique et social. Cependant, ils présentent des différences significatives dans leurs fondements théoriques, objectifs principaux (transformation idéologique vs. désengagement comportemental), environnements de mise en œuvre (concentration en prison vs. évaluation en prison + soutien communautaire), et l'utilisation du rôle religieux. Le programme marocain semble mettre davantage l'accent sur une orientation "descendante" et une "réconciliation" interne, tandis que les programmes français mettent plus l'accent sur un soutien social "ascendant" et un ajustement comportemental, tout en adoptant une attitude plus prudente face à la complexité même de la "déradicalisation".

Les pratiques des deux pays mettent en évidence les défis universels dans le domaine de la déradicalisation, en particulier comment évaluer scientifiquement l'efficacité des programmes, assurer leur durabilité à long terme, et aborder le problème de la stigmatisation auquel les participants sont confrontés après leur réinsertion sociale. Bien que les données officielles puissent montrer des taux de récidive positifs (en particulier, aucune récidive terroriste rapportée pour le programme "Moussalaha" marocain, et un faible taux de récidive non-terroriste pour le programme PAIRS français), ces données doivent être interprétées avec prudence, et des recherches académiques plus indépendantes et à plus long terme sont urgemment nécessaires pour valider leur efficacité et les facteurs d'influence.

Recommandations :

1. Renforcer l'évaluation indépendante et la recherche : Encourager et financer des évaluations rigoureuses et indépendantes à long terme des programmes de déradicalisation existants (y compris "Moussalaha", QPR, PAIRS, etc.). Les recherches devraient se concentrer sur les impacts à court et à long terme des différentes mesures d'intervention sur la pensée et le comportement des individus, ainsi que sur les facteurs clés qui influencent le succès ou l'échec de la réinsertion sociale.
2. Distinguer clairement entre "désengagement" et "déradicalisation" : Dans la conception et l'évaluation des programmes, il convient de distinguer plus clairement entre le "désengagement" comportemental et la "déradicalisation"

- idéologique, et de fixer des objectifs de programme réalistes en fonction des situations réelles.
3. Valoriser le soutien global à la réinsertion sociale : Les programmes ne devraient pas se limiter à la correction idéologique ou comportementale, mais renforcer considérablement le soutien continu aux personnes libérées en matière d'emploi, de logement, d'acceptation communautaire, de santé mentale, etc., afin de réduire les obstacles à leur réinsertion sociale.
 4. Promouvoir l'échange d'expériences et la coopération internationale : Tout en respectant les spécificités nationales et les contextes culturels, renforcer les échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays du Maghreb et d'Europe, ainsi qu'avec d'autres régions, en matière de programmes de déradicalisation. Des mécanismes comme le réseau RAN de l'UE peuvent jouer un rôle plus important.
 5. Améliorer la transparence des programmes et la communication publique : Accroître la transparence des opérations des programmes de déradicalisation, expliquer scientifiquement au public les objectifs, méthodes, défis et limites des programmes, afin de gagner une compréhension et un soutien social plus larges, tout en évitant des attentes irréalistes.
 6. Se concentrer sur le travail de prévention : Les programmes de déradicalisation sont des interventions a posteriori; il est tout aussi important de renforcer le travail de prévention en amont, en s'attaquant aux causes fondamentales qui poussent les individus vers l'extrémisme, comme les injustices sociales, la marginalisation, le manque d'éducation et d'opportunités d'emploi, etc.

En fin de compte, faire face à l'extrémisme violent nécessite une stratégie globale et multi-niveaux, où les programmes de déradicalisation et de réinsertion sont un maillon indispensable, mais dont le succès dépend d'un investissement continu, d'évaluations scientifiques, d'une coopération intersectorielle et d'un effort collectif de toute la société.

9. Références

- [Cairn.info. \(2015\). Prévention de la radicalisation et déradicalisation. Politique étrangère, \(4\), 171-182.](#)
- [CIDOB. Deradicalisation in Germany: preventing and countering violent extremism.](#)
- [SG-CIPDR. Désengager et réinsérer.](#)
- [CREST Research. DERADICALISATION PROGRAMMES: INTRODUCTORY GUIDE.](#)
- [Criminocorpus. \(2022, 2 mars\). Les « QER » : récit des prémices de l'évaluation de la radicalisation...](#)
- [DCAF. La situation des prisons au Maroc à la lumière des standards internationaux.](#)
- [Egmont Institute. \(2019, avril\). RETURNEES IN THE MAGHREB: COMPARING POLICIES ON RETURNING FOREIGN TERRORIST FIGHTERS IN EGYPT, MOROCCO AND TUNISIA.](#)

- ENAP. (2020, 26 janvier). Mémoire présenté par Julia RIQUET - LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES DÉTENUES CONDAMNÉES POUR FAITS DE TERRORISME...
- Commission européenne, Réseau de Sensibilisation à la Radicalisation (RAN). (2022, 6 janvier). Visite d'étude du RAN à Paris sur la « gestion efficace de la continuité de l'accompagnement à la libération de prison ».
- Commission européenne, Réseau de Sensibilisation à la Radicalisation (RAN). (2019, 16 décembre). Evaluating disengagement, deradicalisation and resocialisation efforts.
- IDRC-CRDI. (2022, 21 février). Lutter contre la radicalisation des jeunes en Tunisie au moyen de l'inclusion.
- Jeune Afrique. (2022, 5 janvier). Déradicalisation : Moussalaha, la recette marocaine.
- Le360. (2020, 30 décembre). Terrorisme. Un taux de récurrence de 4% au Maroc (Infographie).
- Le360. (2023, 24 février). Programme Moussalaha: 259 détenus pour terrorisme en ont bénéficié depuis le lancement en 2017.
- Le360. (2025, 18 janvier). Lutte contre le terrorisme: en 7 ans, le programme «Moussalaha» a bénéficié à 363 ex-détenus.
- L'Opinion. (2024, 4 juillet). Programme « Moussalaha » : Les plans de réinsertion des extrémistes repentis.
- Medias24. (2020, 14 janvier). Terrorisme: Comment se réconcilier avec la société grâce au programme Moussalaha.
- Medias24. (2023, 13 novembre). 301 détenus bénéficiaires du programme Moussalaha depuis 2017.
- Middle East Eye. (2016, 20 décembre). La Tunisie a besoin d'une stratégie de déradicalisation pour les terroristes qui reviennent.
- NSI Team. (2020, février). Common Characteristics of "Successful" Deradicalization Programs of the Past.
- Observatoire International des Prisons (OIP). (2020, 21 décembre). Pairs, un dispositif de prise en charge de la radicalisation en milieu ouvert.
- ReliefWeb. (2015, 10 septembre). Lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans la région du Sahel - Maghreb.
- Sénat (France). (n.d.). Rapport d'information r16-633: Les politiques de « déradicalisation » en France.
- Touteurope.eu. (2013, 17 mai). Les programmes de déradicalisation, volet de la lutte antiterroriste en Europe.
- UN Sixth Committee. (n.d.). Statement by Algeria on Measures to eliminate international terrorism.
- UNODC/Permanent Mission of Morocco to the UN in Vienna. (2022, 28 juillet). Contribution des autorités marocaines compétentes au sujet des pratiques visant à réduire la récurrence.

GUIDERE M. (2025). DÉRADICALISATION ET RÉINSERTION : Une analyse comparative des programmes au Maghreb et en Europe. Rapport de veille stratégique. Paris, Strategikia, Mai 2025.

- GUIDERE, M., « La déradicalisation : conceptions et mises en œuvre » in Cahiers de la sécurité et de la justice, n°30, 2015.
- GUIDERE M. (2017). Radicalisation et géopolitique, les chemins de la violence.